



Syndicat National **Force Ouvrière**
des Finances Publiques
Section du Calvados

DRFiP du Calvados - 7, bd Bertrand - 14034 Caen Cedex

"Et vivre, c'est ne pas se résigner" (Albert Camus)

Caen, le 12 juin 2012

CAP "B" Révision de notes du 14 juin 2012 : liminaire

Monsieur le Président,

La réforme de la catégorie B dont les dispositions statutaires sont définies par les décrets du 15 novembre 2009 laisse toujours un sentiment amer dans un contexte social fortement perturbé par les annonces successives de rigueur et d'austérité. Pour mémoire, Force Ouvrière avait donc, à juste titre, refusé de s'inscrire dans les accords du 21 avril 2008 à l'origine de cette réforme.

F.O.-DGFIP dénonce les conditions de recrutement comme les déroulements de carrière actuels qui ne favorisent toujours pas l'émergence d'une attractivité réelle et remettent en cause les droits à mutation.

F.O.-DGFIP refuse un concours professionnel pour le passage de contrôleur 1ère classe à contrôleur principal dont les épreuves sont plus sélectives que les actuelles épreuves de CP.

F.O.-DGFIP s'oppose à la mise en place d'une épreuve de reconnaissance des acquis de l'expérience professionnelle (RAEP) pour un changement de grade alors que cela doit être une sélection pour passer d'une catégorie à l'autre.

F.O.-DGFIP revendique le passage systématique au corps supérieur 6 mois avant la cessation d'activité.

F.O.-DGFIP condamne fermement le système lié à l'évaluation des performances de l'agent au travers de la seule politique d'objectifs qui consacre arbitrairement le mérite individuel avec des conséquences sur les rémunérations. Il est source d'individualisme et de compétition entre les agents et entre les services et engendre des inégalités dans le déroulement de carrière. Toute individualisation de la rémunération constituerait donc une attaque inacceptable contre le statut.

C'est pourquoi **F.O.-DGFIP** exige l'abrogation du décret du 29 avril 2002 (décret SAPIN) et du décret de 2010 qui instituent à terme la suppression de la note chiffrée et son remplacement par un entretien professionnel.

Ce décret est une nouvelle déclinaison de la loi mobilité et des parcours professionnels, parue en août 2009. et **F.O.-DGFIP** s'est violemment opposé à sa mise en application.

Si la réforme de l'évaluation notation fait partie de l'harmonisation des règles de gestion selon la Direction Générale, elle se doit de mettre en place un système basé uniquement sur la valeur professionnelle de l'agent avec le maintien d'une note chiffrée.

Loin d'être un dispositif parfait et équitable, le système antérieur parvenait au minimum à établir une grille de référence à laquelle chaque fonctionnaire pouvait se référer.

Avec un entretien d'évaluation, c'est une nouvelle ère de l'arbitraire et du subjectif qui s'installe. En résumé une appréciation à la tête du client soumise aux seules contraintes des critères de performance et d'objectifs.

Pour **F.O.-DGFIP**, il n'est pas question de s'inscrire dans une logique de contrat individuel au détriment de l'esprit d'équipe, pour autant il ne s'agit pas de s'opposer à la notation, pas plus qu'à des cadences d'avancement accélérées mais d'éviter des dérapages préjudiciables au fonctionnement normal et à l'équilibre des services.

F.O.-DGFIP exige que la DGFIP utilise la possibilité offerte par le décret de 2010 qui prévoit dans son article 2 que les statuts particuliers puissent maintenir un système de notation.

Dans la grille précédente, les échelons avaient une durée minimale ce qui garantissait un minimum d'égalité de traitement entre les agents. **F.O.-DGFIP** dénonce l'impact du Nouvel Espace Statutaire (NES) sur la notation qui fait que désormais tous les échelons n'ont qu'une durée moyenne, favorisant ainsi les tensions entre les agents au travers de la notation et les bonifications qu'il conviendra désormais d'obtenir à tout prix, et ce en l'absence de moyens nécessaires pour satisfaire les agents méritants.

Les représentants F.O.-DGFIP, rappellent qu'ils sont représentants de tous les personnels sans exclusive. A ce titre ils interviendront au cours de la CAP de ce jour pour le respect des droits de tous les agents demandant une révision de leur notation.